

Marx et Keynes : deux interprétations du capitalisme

Par **Franck VAN DE VELDE**
Économiste, Clersé, Université Lille 1

Les termes du débat

C'est Keynes qui a mené à bien le projet conçu par Marx : analyser le capitalisme comme un mode d'exploitation du travail, comme tous ceux qui l'ont précédé, mais un mode *marchand* d'exploitation. Caractéristique qui fait à la fois la spécificité et la force du mode capitaliste d'exploitation de la force de travail par les propriétaires des moyens de production. Cette interprétation de Keynes, comme véritable successeur de Marx, est diamétralement opposée à l'interprétation qui prévaut encore largement chez les héritiers officiels de Marx. Le débat peut être schématiquement exprimé dans les termes suivants : les travailleurs sont-ils exploités dans l'usine ou sur le marché, dans la « sphère de la production » ou dans la « sphère de la circulation », comme disait Marx ?

La réponse d'un certain Marx, reprise par la plupart des marxistes : dans la sphère de la circulation (des échanges, sur le marché), il n'y a jamais que redistribution entre les capitalistes d'un profit globalement déterminé par ailleurs, et ce que les uns gagnent, les autres le perdent. Pour découvrir l'origine du profit global, il faut quitter la sphère des échanges et pénétrer dans la sphère de la production (dans le « laboratoire secret de la production »). Pour les keynésiens, à l'inverse, en exploitant « ses » travailleurs plus efficacement que ses collègues, chaque capitaliste contribue à améliorer son propre profit aux dépens de ses concurrents, mais ne contribue pas à l'accroissement du profit global de l'ensemble des capitalistes.

Les travailleurs sont-ils exploités dans l'usine ?

En exploitant plus efficacement ses travailleurs, tel capitaliste améliore certes sa compétitivité, sa place dans la « competitive struggle for profit », mais de la même manière qu'en utilisant plus efficacement les autres intrants du processus de production : le capital fixe (les machines) et le capital circulant (stocks de matières premières et fournitures). Et même, au-delà des intrants réels, en gérant mieux son stock de créances (dont sa trésorerie) et en réduisant le coût de ses capitaux d'emprunt. Chaque capitaliste cherche continûment à réduire le coût salarial par unité de produit, rapport entre le salaire par unité de travail et la productivité du travail. Mais cette réduction passe d'abord par la croissance de la productivité (produit par unité de travail) et, en outre, elle ne passe pas nécessairement par la minimisation du salaire, si l'on admet qu'il existe une liaison positive entre le salaire

et la productivité. Chaque capitaliste cherche donc à exploiter au mieux « ses » salariés, mais de la même façon qu'il cherche à utiliser le plus efficacement possible les machines dont il dispose et les matières premières qu'il utilise, de la même manière qu'il cherche à gérer au mieux sa trésorerie (et l'ensemble de ses créances) et à réduire le coût de ses fonds d'emprunt. Comme aurait dit Monsieur de La Palisse, pour faire du profit, il faut minimiser les coûts par unité de recette, tous les coûts, celui de la force de travail comme les autres.

D'où vient le profit de la classe capitaliste ?

Si chaque capitaliste fait au mieux avec ce qu'il a (machines, force de travail, stocks réels et stocks financiers, de créances et de dettes), cela ne garantit nullement que le profit de l'ensemble des capitalistes sera positif. Pour s'en convaincre, il suffit d'imaginer une économie dans laquelle tous les travailleurs seraient employés, directement et indirectement, à produire des biens de consommation. Il existe alors des travailleurs qui produisent des matières premières et fournitures, mais celles-ci sont destinées *in fine* à produire des biens de consommation. Il existe aussi des travailleurs employés à produire des machines, mais juste ce qu'il faut pour maintenir en l'état la capacité de production de biens de consommation (pour compenser l'usure des biens d'équipement). Dans une telle économie, les entrepreneurs, considérés collectivement, ne peuvent espérer récupérer en écoulant leur production à l'extérieur du secteur des entreprises, c'est-à-dire auprès des ménages, plus que les salaires distribués à l'occasion de la production de ces mêmes biens. Et ceci au mieux, c'est-à-dire si les ménages n'épargnent pas, s'ils dépensent en totalité les salaires reçus des entreprises. Dans ce cas le plus favorable, les profits de certains capitalistes ne sont que la contrepartie des pertes de certains autres. Et, dans le cas où les travailleurs épargnent (ne consomment pas) une partie de leurs salaires, le profit global sera négatif, le secteur des entreprises fera des pertes, pertes dont la couverture constituera d'ailleurs le débouché financier de l'épargne des salariés. Inversement, pour que le profit global (somme algébrique des profits et pertes de l'ensemble des capitalistes) soit positif, il faut et il suffit que les entrepreneurs investissent, c'est-à-dire que tous les travailleurs ne soient pas employés à produire des biens de consommation, qu'une partie d'entre eux soit employée à produire des biens d'équipement au-delà de ce qui est nécessaire pour simplement maintenir la capacité de production de l'ensemble des entreprises.

Le génie du capitalisme

Le « génie du capitalisme » consiste en ceci que, en luttant constamment à l'intérieur de son entreprise pour arracher son profit à la foule de ses concurrents, chaque capitaliste contribue, sans le savoir ni le vouloir, et ainsi de la manière la plus sûre qui soit, à la réalisation de la condition de positivité du profit global. En quoi et comment ? Parce que le moyen le plus sûr pour chaque capitaliste particulier de l'emporter ou de simplement survivre dans la « competitive struggle for life » c'est d'investir, c'est-à-dire de transformer continûment, par l'investissement, les procédés de production et les produits eux-mêmes. L'investissement productif constitue le moyen le plus sûr, sinon le seul, de réduire le coût par unité de recette. Il existe donc une « harmonie naturelle des intérêts capitalistes » : c'est en poursuivant son profit particulier (par l'investissement productif) que chaque entrepreneur contribue le plus sûrement au profit de l'ensemble des entrepreneurs. Les investissements des uns font les profits des autres, et réciproquement.

Cette harmonie naturelle des intérêts, limitée d'abord à la classe capitaliste, peut s'étendre à l'ensemble des agents. Les travailleurs sont exploités aujourd'hui, une partie des fruits de leur travail leur échappe, dans la mesure où les capitalistes investissent (c'est l'effet dépense de l'investissement). Mais il se peut qu'ils soient exploités aujourd'hui pour vivre mieux demain, dans la mesure où l'accroissement de la productivité du travail assurée par l'investissement (effet productif) permet d'accroître le salaire réel sans diminuer le taux de profit. Permet, mais ne garantit pas. Rien ne garantit en effet *a priori* que le salaire réel suivra la productivité du travail dans sa progression assurée par l'investissement.

Il y a capitalisme et capitalisme

Il existe en outre une autre dépense capitaliste que l'investissement. Une dépense capitaliste qui, comme l'investissement, n'étant pas elle-même un coût, alimente le pot commun du profit : la distribution de dividendes aux actionnaires propriétaires des firmes. C'est la concurrence des autres entrepreneurs qui contraint chaque entrepreneur à investir. La pression des actionnaires sur les dirigeants peut jouer le même rôle, en contraignant chaque entrepreneur à distribuer plus de dividendes. La consommation des profits distribués s'ajoute alors à l'investissement comme source de profit pour l'ensemble des entreprises. D'où la formule magique du capitalisme : les capitalistes gagnent (en profit)

ce qu'ils dépensent (en investissement et consommation). Mais, lorsque la consommation des dividendes se substitue à l'investissement productif comme source du profit global, les travailleurs sont toujours exploités aujourd'hui pour vivre mieux demain, du fait de l'investissement productif, mais ils le sont de plus en plus pour que les rentiers vivent encore mieux aujourd'hui, du fait de la consommation des profits distribués. La classe ouvrière n'est sans doute pas assez sensible au malheur des riches pour se satisfaire de ce changement de régime. Le passage du capitalisme managérial des « Trente Glorieuses » au capitalisme actionnarial contemporain correspond à un changement d'alliance des entrepreneurs. Dans la mesure où le capitalisme moderne est caractérisé par la séparation entre propriété juridique et direction effective des entreprises, il y a en effet capitalistes et capitalistes : d'un côté, les entrepreneurs qui assurent la direction effective des entreprises en prenant les décisions stratégiques, en matière d'investissement essentiellement et, de l'autre, les rentiers bénéficiaires de ces revenus de la pure et simple possession que sont les intérêts et les dividendes. Une entreprise capitaliste peut être dirigée au bénéfice prioritaire, sinon exclusif, de ses propriétaires en droit, ou dans l'intérêt de l'ensemble des parties prenantes embarquées dans l'aventure entrepreneuriale et en assumant les risques, au premier rang desquels les travailleurs salariés. L'augmentation de la rente financière constitue la principale manifestation de la reprise en main de l'entreprise par la finance intervenue au tournant des années 80. Ce retour en force des rentiers, dont Keynes appelait de ses vœux « l'euthanasie », constitue le dernier épisode en date de la lutte de la propriété contre l'activité (entreprise et travail) qui a animé toute l'histoire du capitalisme depuis son émergence comme mode de production dominant. L'histoire économique de l'humanité est bien « l'histoire de la lutte des classes », de la lutte entre la propriété et le travail et, en mode de production capitaliste, son issue dépend crucialement du côté duquel penchent les entrepreneurs. ■

Pour en savoir plus : J. M. Keynes, *La pauvreté dans l'abondance* (Tel, éd. Gallimard, 2002), recueil de textes courts nettement plus accessibles que son grand œuvre : *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936).